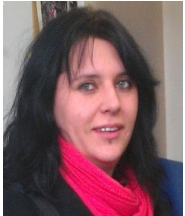




# COURRIER DES SYNDICATS ET SECTIONS SYNDICALES

## EDITO



**Le 18 janvier** nous étions quelques 400 dans la rue, bravant le froid de l'hiver, pour manifester notre opposition aux propositions du gouvernement qui n'a de cesse de détruire les richesses de notre pays. L'emploi, les salaires, les conditions de travail, la retraite... et maintenant, il enfonce le clou avec le financement de la protection sociale en projetant de créer **une TVA dite sociale**. Augmenter la TVA c'est augmenter les prix de tous les biens de consommation. Avec la TVA « Sociale » le gouvernement et

le MEDEF stigmatisent davantage les cotisations sociales comme des « charges insupportables » alors qu'elles sont le gage d'une **couverture sociale égalitaire et solidaire** basée sur la création de richesses produites par le travail.

Après deux plans d'austérités, dont les effets n'ont pas été ceux escomptés, le gouvernement veut nous en imposer un troisième. Mais là on touche le fond, les conséquences vont être graves sur le pouvoir d'achat des **salariés, des retraités, des étudiants et des privés d'emplois** ... Et oui, c'est toujours sur les mêmes que ça tombe !! Il est temps que les responsables de la situation de notre pays prennent leurs responsabilités non ?

La CGT n'a de cesse de lutter contre ces propositions qui nous privent de liberté, qui creusent les inégalités, qui divisent le peuple français... Mais attendez un peu...la devise de la République Française n'est elle pas **Liberté, Égalité, Fraternité** ? Ces mots ont-ils perdu leur sens profond ?

La CGT défend ces valeurs et ne se laisse pas bernier. **Il existe d'autres solutions**. Elle ne fait pas que dire NON, elle est force de propositions. Les combats, aussi durs et longs soient-ils, doivent être menés à tous les niveaux. Alors ne laissons pas la place à l'attentisme que provoque la campagne électorale, arrêtons de croire à toutes ces promesses chimériques. Luttons ensemble camarades pour que nos revendications fassent parties du débat.

Caroline Marichal

## Sommaire

- P2 : **KFC : Cédric réintégré**, Air France  
P3 : Court d'histoire, FETE DES LUTTES  
P4 : Sommet social, la CGT en première ligne contre le FN



N° 1406 VENDREDI 20 JANVIER 2012

DEPOSE LE 20 JANVIER 2012

Circulaire d'informations hebdomadaires du Bureau et du Secrétariat de l'Union Départementale CGT - Directeur de publication : Julien PAULIAC - Imprimé par nos soins Maison du Peuple - 63000 Clermont-Ferrand - CPPAP 0506 S 06884 D 73 du 13 mai 2004 - ISSN n° 09920625

- **jeudi, 26 janvier**,  
18h30 : Conférence/débat de l' IHS Cgt 63 (Maison du Peuple)
- **vendredi, 27 janvier**, 20h30 : ESPACES MARX 63, organise un débat sur la dette, Salle des Fêtes de la Mairie de Beaumont
- **mardi, 31 janvier** : Meeting national Cgt au Zénith de Paris

**La CGT dans les médias** : « La Voix est libre », France 3 Auvergne, samedi 21 janvier à 11 h. 30. **Julien Pauliac** sera opposé à Philippe Charvèron (Medef Auvergne), ils débattront des suites du sommet social du 18 janvier.

# KFC condamné : Cédric réintégré !

Le 17 janvier 2012, le Conseil des prud'hommes de Clermont-Ferrand a rendu sa décision : Cédric est réintégré dans son emploi dans les mêmes conditions qu'avant sa mise à pied à titre conservatoire puis son licenciement pour faute grave.

## L'histoire :

On s'en doutait un peu, mais chez KFC, on n'aime pas la CGT, et c'est peu de le dire. D'ailleurs, dès qu'un salarié montre quelques velléités syndicales, la réaction ne se fait pas attendre. Pour la direction, un bon syndicaliste c'est d'abord un chômeur.

C'est ainsi que lorsque Cédric s'engageant dans la campagne électorale pour les élections au comité d'entreprise, portant haut et fort les couleurs de la CGT, s'est heurté à une forte opposition de sa direction.

Notre camarade est également désigné représentant syndical au CHSCT. Cependant, ce mandat, contrairement aux autres, ne procure pas la protection "exorbitante" dont bénéficie l'ensemble des représentants du personnel. Autrement dit, l'employeur n'a pas à demander l'autorisation de l'inspection du travail pour licencier un syndicaliste détenteur de cette responsabilité.

C'est donc dans un climat délétère que cette campagne s'était déroulée, jusqu'au jour où le cadre de service remit à notre camarade un courrier lui signifiant sa mise à pied à titre conservatoire. Durant 2 mois, Cédric est resté dans l'incertitude quant à son sort, **jusqu'au jour où il reçut sa lettre de licenciement. Il lui était reproché de mener "une campagne agressive".**

Toute la CGT s'est alors mobilisée : **plusieurs rassemblements devant le Fast Food ont été organisés.** De nombreux soutiens financiers ont aidé le syndicat à mener les procédures juridiques, l'une en référé, l'autre sur le fond.

Ce jugement rappelle **que l'on ne peut pas licencier un salarié pour ses activités syndicales. Ce dernier bénéficie d'un droit à réintégration, droit dont va user Cédric dans les jours qui viennent.**

**La CGT vient de remporter une belle victoire, reste à gagner la guerre, car n'en doutons pas, KFC interjettera appel de cette décision.**

## Turbulences chez Air France

Depuis le début du processus de projet de développement « bases provinces » d'Air-France, fin 2011, des salariés de la compagnie REGIONAL ont été durement touchés tant sur le plan professionnel que personnel.

Les conséquences de ce plan touchent tous les salariés des filiales du groupe Air France KLM

Ci-dessous, le communiqué du syndicat CGT régional :

### COMMUNIQUE

Depuis le début du processus de projet de développement « bases provinces » d'Air-France, fin 2011, des salariés de la compagnie REGIONAL ont été durement touchés tant sur le plan professionnel que personnel. Les conséquences de ce plan touchent tous les salariés des filiales du groupe Air France KLM. Ce projet de développement, qui s'inscrit dans un processus de restructuration, a imposé à REGIONAL de fermer les bases de Marseille, et demain de Toulouse et Nice. Les salariés basés sur ces escales n'ont pas eu d'autres choix que d'accepter des mobilités ou des reclassements, non négociés avec les organisations Syndicales puisque les négociations ont

été brutalement et unilatéralement interrompues par la Direction de REGIONAL, sous prétexte qu'elle attendait les directives de la « maison mère ».

La CGT-REGIONAL dénonce ces situations dramatiques vécues par nos camarades et leurs familles, et demande aux Directions d'Air-France et REGIONAL d'apporter des mesures concrètes, négociées avec les Organisations Syndicales, sur l'avenir de ces salariés et de la filiale dans son ensemble.

### Nous sommes tous des intérimaires

C'est pour toutes ces raisons que la CGT-REGIONAL se mobilise, aujourd'hui, aux côtés de nos camarades intérimaires qui subissent les mêmes attaques de la Direction du groupe, peu soucieuse de l'avenir de ceux qui créent les richesses.

La Direction d'Air-France doit apporter des réponses rapides et concrètes à tous ces salariés, et la CGT-REGIONAL n'attendra pas les prochaines échéances électorales pour combattre les décisions ou « l'Humain » est réduit à une simple valeur d'ajustement économique.

La CGT-REGIONAL, demande, que tous les salariés de REGIONAL, ainsi que de l'ensemble des filiales, touchés par ce plan de restructuration soient totalement intégrés chez Air-France, avec maintien sur leurs bases, maintien de salaire et reprise complète de leur ancienneté. La CGT-REGIONAL a su se battre pour défendre les salaires en Juin 2011, elle saura se battre pour défendre les emplois en 2012.

## Court d'Histoire



Sur réservation : projection, conférence, **jeudi 2 février, 14 h 00**, à la Jetée.

**2 Films + Conférence de Tanguy Perron Historien, spécialiste du cinéma du mouvement ouvrier.**

### **Journées de Printemps, Fêtes de la Jeunesse du 31 mai et du 1er juin 1947**

#### **Jeunes syndiqués du cinéma parisien**

France / 1947 / Documentaire / 20'00 / 35 mm

Au printemps 1947, la CGT organise un grand rassemblement de la jeunesse qui prend différents aspects : compétitions sportives, défilés avec illustration des métiers et des « provinces », visite d'une exposition... Malgré l'expulsion des ministres communistes début mai, le ton est encore à la mise en avant de la « Reconstruction » à travers une jeunesse magnifiée.

#### **La Grande lutte des mineurs**

##### **Techniciens et travailleurs de l'industrie**

France // Documentaire / 12'00 / 35 mm

Le consensus issu de la Libération est terminé et une période de luttes s'amorce. Au niveau international, la guerre froide a débuté. A l'automne 1948, tous les bassins houillers de France entament une longue grève qui sera durement réprimée. Ce court métrage d'agit prop' en retrace quelques aspects importants. Interdit par un décret spécial, il circulera principalement dans les réseaux militants. Souvent attribué à Louis Daquin, il est l'exemple même de la réalisation collective.

**réservations : Georges Bollon 04 73 14 73 11**

## LA FÊTE DES LUTTES ET DE LA SOLIDARITÉ : C'EST PARTI !

**Une grande fête, le 16 juin, place du 1<sup>er</sup> Mai** : le pari était osé, mais l'ambition exaltante ! C'est pourquoi, l'UD a pris le temps de la réflexion; elle a aussi donné le temps de l'engagement aux syndicats. Ainsi, un budget minimum de 30 000 € était nécessaire. Il nous fallait aussi l'engagement d'une soixantaine de camarades sur les 3 jours de travail que représente la fête. Si nous n'avons pas tout à fait atteint ces chiffres à ce jour, nous avons pu mesurer une bonne prise en compte des syndicats de cet enjeu et un enthousiasme partagé. Nous ne doutons donc plus de parvenir à réunir les moyens nécessaires à cette fête. La machine est lancée, il est bien sûr encore temps pour toutes les bonnes volontés de se joindre à l'équipage.

La fête comprendra les composantes habituelles : pétanque, convivialité, restauration, projections, débats, spectacles et concerts (nous aurons une tête d'affiche : **HK et les Saltimbanks**, auteurs de la chanson "**on lâche rien**", désormais célèbre dans nos cortèges), bal...

Mais en plus, nous voulons implanter **un meeting au cœur de la fête** : il s'agira de faire de ce rendez-vous une véritable plate forme de lancement de notre campagne pour les élections TPE qui auront lieu en décembre 2012. **Nous sollicitons vigoureusement Bernard Thibault pour qu'il soit là.** Bien sûr, il ne lui est pas encore possible de s'engager sur cette échéance, mais il nous a garanti que notre demande était bien prise en compte. On y croit !

La CGT 63 se prépare donc à être le maître d'œuvre d'une grande fête populaire, festive, conviviale et militante à Clermont-Ferrand. En cette occasion, elle sera, une fois de plus, le moteur du rassemblement en accueillant diverses associations du mouvement social; elle fera à la fois, une démonstration de forces, d'ouverture, de jeunesse et de dynamisme.

**Au lendemain des présidentielles, au cœur des législatives, nous en aurons bien besoin.**

## SOMMET SOCIAL : UN SCÉNARIO ÉCRIT D'AVANCE

La CGT a été reçue avec l'ensemble des organisations syndicales et patronales par le président de la République pour évoquer la situation économique et sociale ce mercredi 18 janvier 2012.

Le Président a expliqué la nécessité d'aller vite sur des mesures conjoncturelles et structurelles pour répondre aux conséquences de la crise. Le Président est contraint, face à l'augmentation du chômage et de la précarité, d'apparaître volontariste sur la situation de l'emploi dans cette période préélectorale.

Comme cela était prévisible, l'essentiel de la réunion a porté sur un diagnostic contradictoire s'agissant des causes du sous emploi avec les organisations syndicales.

Si la délégation de la CGT (Bernard THIBAUT – Mohammed OUSSEDIK – Maurad RABHI ) s'est efforcée de démontrer que les origines de la crise portaient sur un mode de développement donnant la priorité à la valorisation du capital, Nicolas Sarkozy reprend à son compte l'analyse patronale selon laquelle **le coût du travail trop élevé est le facteur déterminant de perte de compétitivité des entreprises françaises**. La CGT a dénoncé cette campagne de culpabilisation des salariés. Diverses mesures ou intentions ont été annoncées par le Président en fin de Sommet. Aucune d'entre elles n'est susceptible d'avoir un impact réel sur la situation de l'emploi.

Encore une fois, les employeurs obtiennent immédiatement un nouveau cadeau pour un dispositif zéro charge pour l'embauche d'un jeune dans les petites entreprises. Une mission a été confiée à Gérard Larcher pour remettre à plat l'ensemble de la formation professionnelle dans deux mois.

S'agissant du chômage partiel dont les modalités devraient être simplifiées, la CGT **a exigé – et a priori obtenu – qu'une même entreprise ne puisse alterner des périodes de chômage partiel et des périodes avec des heures supplémentaires défiscalisées**.

Quant aux mesures structurelles, TVA sociale ou accord de compétitivité, le chef de l'État est resté flou et devrait s'exprimer avant la fin du mois sur ces arbitrages.

L'accord de compétitivité consisterait pour un employeur à négocier un accord collectif autorisant **la baisse des salaires ou la révision du temps de travail au nom de la préservation de l'emploi sans que le salarié n'ait plus de recours pour exiger le respect de son contrat de travail**.

La tonalité de la réunion et la confrontation des analyses sur la situation confortent l'appréciation de la CGT sur la volonté du pouvoir de faire de la crise un alibi pour une nouvelle offensive s'attaquant aux règles de financement de la protection sociale et à la législation du travail.

**La CGT appelle l'ensemble de ses organisations et militants à amplifier la diffusion et arguments de la CGT dans l'intense bataille idéologique actuelle.**

Montreuil, le 18 janvier 2012

## La CGT en première ligne contre le FN

Jeudi 19 janvier, l'IHS CGT donnait une conférence : **le Front National démasqué par l'histoire**. La nombreuse assistance (plusieurs centaines de personnes) venue de toute la France illustre à elle-seule le niveau de prise en compte **du danger que peut constituer le Front National**.

**Bernard Thibault a été clair :** « *Toutes les occasions doivent être saisies pour réaffirmer qu'il n'y a aucune place ni dans notre point de vue, ni dans notre pratique, pour le racisme, pour la xénophobie, pour l'autoritarisme* », ces « *traits hideux de l'extrême droite*, qui sont aussi, pour lui, ceux du FN. (...) *Si nous n'avons nulle intention de stigmatiser les salariés séduits par le discours du FN, nous avons la ferme volonté de discuter avec eux de la vraie nature de ce parti et de ses objectifs, et de les convaincre de la nocivité de ses projets (...)* La réponse à la crise du système capitaliste n'est pas l'émergence d'un pouvoir autoritaire avec une cheftaine à sa tête (...) *L'extrême droite française, notamment représentée par le Front national et en quelque sorte incarnée par M. Le Pen, constitue une mouvance politique délétère pour le monde du travail.* (...) »

**La CGT est l'antithèse de l'extrême droite :** « *La CGT se réclame de l'internationalisme, de la solidarité entre travailleurs de toutes origines, d'une vision du monde structurée par le clivage de classe et non par celui des frontières nationales* ».

La CGT se doit d'œuvrer de toutes ses forces à **mettre en échec l'imposture du FN**. Si elle n'a pas vocation à promouvoir telle ou telle candidature, rien ne l'empêche de dresser les obstacles propres à bloquer la progression du FN. Il est le pire ennemi des salarié(e)s. Sous couvert de programme "social", il détourne la détresse des précaires et des chômeurs ainsi que l'inquiétude des populations livrées à la brutalité du libéralisme. A l'identité de classe, il tente de substituer une prétendue identité nationale, « ethnique », religieuse, patriarcale et sexiste. Il procède ainsi méthodiquement à une véritable destruction des consciences et culture de classe. De ce point de vue, il donne déjà au patronat la garantie d'être son dernier rempart, en cas de rapport de forces plus favorable aux salariés. L'histoire nous a montré où pouvait mener ces discours.

**Leurs avancées sont faites de nos reculs : nous ne devons plus leur concéder un pouce de terrain.**